

505L7172 / 7

4622

(1940)

A

Autorisation à donner à la Caisse des Retraites  
 de prêter à la Ville de Mulhouse le reliquat  
 des avances consenties par l'ancien Réseau  
 A.L. à cette ville

Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.

	5.	3.40		
CD	30.	4.40	31	Q.D.
CA	8.	5.40	38	VII



8 mai 1940

4621

Extrait du P.V. de la séance du 8 mai 1940  
du Conseil d'Administration

-----

QUESTION VII - Autorisation d'un prêt  
de la Caisse des Retraites à la Ville de  
Mulhouse.-

p 38

M. GRIMPRET indique qu'il s'agit de régulariser un prêt déjà ancien. La note qui a été distribuée aux membres du Conseil expose complètement la question.

A l'unanimité, le Conseil approuve les propositions qui lui sont soumises.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-----  
Conseil d'Administration  
-----

Séance du 8 mai 1940  
-----

VII - Autorisation d'un prêt de la Caisse  
des Retraites à la Ville de Mulhouse.



AUTORISATION A DONNER A LA CAISSE DES  
RETRAITES DE PRETER A LA VILLE DE MULHOUSE  
LE RELIQUAT D'UNE AVANCE CONSENTIE PAR  
L'ANCIEN RESEAU A.L.

En vue de couvrir le montant de la participation aux travaux d'agrandissement de la gare, la Ville de Mulhouse a été autorisée, par décrets du 27 juillet 1930 et du 27 janvier 1933, à contracter un emprunt de 19.500.000 Fr gagé par des surtaxes locales temporaires et amortissable en 30 ans à dater du 1er septembre 1930.

Des négociations furent engagées avec le Crédit Foncier et la Caisse des Dépôts pour la réalisation de cet emprunt, mais celles-ci n'ayant pu aboutir, l'ancien Réseau A.L. fut autorisé, par Dépêche Ministérielle du 26 août 1933 à consentir sur ses fonds libres une avance temporaire à la Ville. Cette avance, pour laquelle la Ville verse une annuité d'intérêt et d'amortissement, a été prorogée jusqu'à ce jour par l'ancien Réseau A.L., puis par la S.N.C.F. Le taux d'intérêt, après des variations successives, est fixé depuis 1936 à 8 %.

Le Ministre des Travaux Publics, dans une dépêche du 8 juin 1939 adressée au Vice-Président du Conseil, chargé des affaires d'Alsace et de Lorraine, insistait pour que la Ville régularisât sa situation en réalisant un emprunt de consolidation. Il l'invitait à engager à cet effet des négociations avec la Caisse des Retraites de la S.N.C.F.

La demande d'emprunt à la Caisse des Retraites a été faite par la Ville le 24 juillet 1939, mais l'ouverture des hostilités en avait fait ajourner l'examen.

Par lettre du 5 mars 1940, le Ministre a demandé à la S.N.C.F. de le renseigner sur l'état de la question.

La Ville de Mulhouse ayant tenu ses engagements et payé notamment l'annuité qui venait à échéance le 31 décembre dernier, le Comité de Gérance de la Caisse des

Retraites a admis, au cours de sa séance du 26 avril 1940, le principe de ce prêt, dont le montant, en raison des amortissements déjà effectués sur l'avance temporaire, serait de 14.067.052 Fr 13.

Le Comité de Gérance a envisagé de l'accorder aux conditions suivantes :

- Amortissement par annuités de 1940 à 1960, cette période correspondant à celle de la perception des surtaxes;
- Taux d'intérêt net pour la Caisse des Retraites 7,50 %, légèrement supérieur au taux de 7,22 % que lui procurerait actuellement un placement de ses disponibilités en obligations des Grands Réseaux.

Conformément aux dispositions des deux décrets précités du 27 juillet 1930 et 27 janvier 1933, le paiement des annuités de l'emprunt serait couvert en premier lieu par le produit des surtaxes. Dans le cas où ce produit serait insuffisant, la Ville de Mulhouse serait tenue de parfaire le complément, qui constituerait pour elle une dépense obligatoire, au moyen de ses ressources ordinaires ou de centimes additionnels.

Il est proposé de faire connaître à la Ville de Mulhouse que la Caisse des Retraites pourrait lui accorder le prêt qu'elle sollicite aux conditions ci-dessus exposées.



30 avril 1940

4621



Extrait du P.V. de la séance du Comité de Direction  
du 30 avril 1940

-----

QU. IX - Questions diverses

Autorisation d'un prêt de la  
Caisse des Retraites à la  
Ville de Mulhouse.

P.V. COURT (a)

Le Comité arrête les propositions qui seront soumises au  
Conseil d'Administration, dans sa séance du 8 mai 1940.

STENO p. 31 (c)

M. GRIMPET. - C'est une vieille question qui traîne  
depuis longtemps : il s'agit d'un emprunt gagé par des  
surtaxes locales temporaires.

M. LE BESNERAIS. - La ville de Mulhouse sera heureuse  
de voir le taux d'intérêt fixé à 7,50 %, car j'avais laissé  
entendre qu'il ne pourrait être inférieur à 8 %.

M. GRIMPET. - Evidemment, la Caisse des Retraites  
fait un sacrifice d'1/2 % ; mais je crois qu'on ne peut pas  
faire autrement.

M. LE BESNERAIS. - C'est mon avis. Nous avons obtenu  
qu'ils nous payent auparavant les sommes qu'ils nous  
devaient, y compris l'échéance du 31 décembre dernier.

M. GRIMPET. - On pouvait craindre qu'il n'en fût  
pas ainsi.

Les propositions sont adoptées.

*durant en  
somme le 30/4*

30 avril 1940

---

SERVICES FINANCIERS

---

AUTORISATION A DONNER A LA CAISSE DES  
RETRAITES DE PRETER A LA VILLE DE MULHOUSE  
LE RELIQUAT D'UNE AVANCE CONSENTIE PAR  
L'ANCIEN RESEAU A.L.

---

En vue de couvrir le montant de la participation aux travaux d'agrandissement de la gare, la Ville de Mulhouse a été autorisée, par décrets du 27 juillet 1930 et du 27 janvier 1933, à contracter un emprunt de 19.500.000 Fr gagé par des surtaxes locales temporaires et amortissable en 30 ans à dater du 1er septembre 1930.

Des négociations furent engagées avec le Crédit Foncier et la Caisse des Dépôts pour la réalisation de cet emprunt, mais celles-ci n'ayant pu aboutir, l'ancien Réseau A.L. fut autorisé, par Dépêche Ministérielle du 26 août 1933 à consentir sur ses fonds libres une avance temporaire à la Ville. Cette avance, pour laquelle la Ville verse une annuité d'intérêt et d'amortissement, a été prorogée jusqu'à ce jour par l'ancien Réseau A.L., puis par la S.N.C.F. Le taux d'intérêt, après des variations successives, est fixé depuis 1936 à 8 %.

Le Ministre des Travaux Publics, dans une dépêche du 8 juin 1939 adressée au Vice-Président du Conseil, chargé des affaires d'Alsace et de Lorraine, insistait pour que la Ville régularisât sa situation en réalisant un emprunt de consolidation. Il l'invitait à engager à cet effet des négociations avec la Caisse des Retraites de la S.N.C.F.

La demande d'emprunt à la Caisse des Retraites a été faite par la Ville le 24 juillet 1939, mais l'ouverture des hostilités en avait fait ajourner l'examen.

Par lettre du 5 mars 1940, le Ministre a demandé à la S.N.C.F. de le renseigner sur l'état de la question.

La Ville de Mulhouse ayant tenu ses engagements et payé notamment l'annuité qui venait à échéance le 31 décembre dernier, le Comité de Gérance de la Caisse des



Retraites a admis, au cours de sa séance du 26 avril 1940, le principe de ce prêt, dont le montant, en raison des amortissements déjà effectués sur l'avance temporaire, serait de 14.067.052 Fr 13.

Le Comité de Gérance a envisagé de l'accorder aux conditions suivantes :

- Amortissement par annuités de 1940 à 1960, cette période correspondant à celle de la perception des surtaxes;

- Taux d'intérêt net pour la Caisse des Retraites 7,50 %, légèrement supérieur au taux de 7,22 % que lui procurerait actuellement un placement de ses disponibilités en obligations des Grands Réseaux.

Conformément aux dispositions des deux décrets précités du 27 juillet 1930 et 27 janvier 1933, le paiement des annuités de l'emprunt serait couvert en premier lieu par le produit des surtaxes. Dans le cas où ce produit serait insuffisant, la Ville de Mulhouse serait tenue de parfaire le complément, qui constituerait pour elle une dépense obligatoire, au moyen de ses ressources ordinaires ou de centimes additionnels.

Il est proposé de faire connaître à la Ville de Mulhouse que la Caisse des Retraites pourrait lui accorder le prêt qu'elle sollicite aux conditions ci-dessus exposées.

C O P I E

Ministère  
des Travaux Publics  
et des Transports

Direction Générale  
des Chemins de fer  
et des Transports

5ème Bureau  
Région de l'Est

Ligne  
de Strasbourg à Bâle

Gare de Mulhouse

Emprunt et surtaxes

A.L. n° 270 - 2

Paris, le 5 mars 1940

LE MINISTRE

à Monsieur le Directeur Général de la Société  
Nationale des Chemins de fer

Par décision du 28 août 1939, je vous ai autorisé à porter à 9,37 % le taux de l'annuité de remboursement de l'avance consentie par l'ancien Réseau d'Alsace et de Lorraine à la Ville de Mulhouse pour le financement des travaux d'agrandissement de la gare de cette Ville.

Au dernier alinéa de cette décision, je vous demandais de bien vouloir me faire connaître les résultats des pourparlers qui avaient dû être engagés entre la Municipalité intéressée et la Caisse des Retraites de la Société Nationale des Chemins de fer au sujet du prêt à consentir par cette dernière à la Ville de Mulhouse.

Mon attention ayant été appelée à nouveau sur cette affaire, je vous serais obligé de me renseigner sur l'état actuel de la question en m'indiquant notamment si une décision a été prise par la Caisse des Retraites ou, à défaut, quelles sont les dispositions qu'elle envisage de prendre à ce sujet.

P. Le Ministre des Travaux Publics  
et des Transports  
et par autorisation,  
Le Conseiller d'Etat,  
Directeur Général des Chemins de fer et  
des Transports,

Signature.